

Legislation, Administrative constraints, Governance, Financial resources and mechanisms

Djerba scale, Tunisia





Co-Evolve4BG

Analysis of Threats and Enabling Factors for Sustainable Tourism at Pilot Scale

Legislation, Administrative constraints, Governance, Financial resources and mechanisms

Djerba scale, Tunisia



Union for the Mediterranean
Union pour la Méditerranée
الاتحاد من أجل المتوسط



CPMR
CRPM



OVERVIEW

The present document was produced in the framework of **Co-Evolve4BG** project “*Co-evolution of coastal human activities & Med natural systems for sustainable tourism & Blue Growth in the Mediterranean*” in relation to Threats and Enabling Factors for maritime and coastal tourism development on a national scale” Co-funded by ENI CBC Med Program (Grant Agreement A_B.4.4_0075).

This document consists of the **Deliverable 3.1.2.14** (Legislation, Administrative constraints, Governance, Financial resources and mechanisms – Djerba scale, Tunisia) of the **Activity 3.1.2** (Threats and Enabling Factors at localscale: Pilot Areas analysis) under the **Output 3.1** (Integrated analysis of Threats and Enabling Factors for sustainable tourism at MED scale) of the project.

REVIEW

Contributors

Mourad RIHANE, MSc

📍 Mourad Company RIHANE, Tunisia

Reviewers

Oifa HELALI, PhD

📍 Higher Institute of Technological Studies of Djerba, Tunisia

Lobna BEN NASR, PhD

📍 Higher Institute of Environmental Technologies of Urban Planning and Building, University of Carthage, Tunisia

Nahed MSAYLEB, PhD

📍 Lebanese University, Faculty of Agriculture and Veterinary Sciences, Lebanon

Supervisor

Bechir BEJAOU, PhD

📍 National Institute of Marine Sciences and Technologies, Tunisia

LAYOUT

Khouloud ATHIMEN, Engineer, Technical Coordinator

📍 National Institute of Marine Sciences and Technologies, Tunisia

HouaidaBOUALI, Engineer

📍 National Institute of Marine Sciences and Technologies, Tunisia

Mohamed ALI BRIKI, Engineer

📍 Coastal Protection and Planning Agency, Tunisia

Index

Index	iv
Liste des figures	v
Liste des abréviations	vi
Résumé	vii
I. Introduction	1
II. Cadres juridique et institutionnel	4
II.1. Cadre législatif et réglementaire	4
II.2. Cadre institutionnel	13
II.3. Mécanismes administratifs et financiers	17
III. Recommandations	21
III.1. Vers une gouvernance basée sur une gestion intégrée du littoral insulaire	21
III.2. Vers une politique de promotion de l'écotourisme dans le littoral insulaire	22
IV. Conclusions	27

List of figures

Figure 1. Localisation de Djerba Island (Rapport_national_tunisie_october_2015 dans le cadre du projet ClimVar (MedPartnership))	5
Figure 2. Réglementation du littoral insulaire en tant que zone sensible	10

List of abbreviations

AMCP	Aire Marine et Côtière Protégée
AMVPPC	Agence de Mise en Valeur du Patrimoine et de Promotion Culturelle
ANPE	Agence Nationale de Protection de l'Environnement
APAL	Agence de Protection et de l'Aménagement du Littoral
CNDD	Commission Nationale du Développement Durable
DPM	Domaine Public Maritime
EIE	Etude d'Impact sur l'Environnement
FDCT	Fonds du Développement de la Compétitivité Touristique
FPEE	Fonds de la Protection et de l'Esthétique de l'Environnement
FPZT	Fonds de Protection des Zones Touristiques
GIZC	Gestion Intégrée des Zones Côtières
PAU	Plan d'Aménagement Urbain
PREDDGM	Plan Régionale d'Environnement et de Développement Durable du Gouvernorat de Médenine, Diagnostic et Plan d'action, version provisoire, Juin 2014, P 408.
ONAS	L'Office National de l'Assainissement
SDAZSD	Schéma directeur d'aménagement de la zone sensible de l'île de Djerba
ME	Ministère d l'Environnement
O.M. T	Organisation Mondiale de Tourisme
ONTT	Office national du Tourisme Tunisien

Résumé

L'examen de la problématique de la gestion publique responsable du littoral insulaire de l'île de Djerba à des fins touristiques nécessite au préalable de dresser le bilan des instruments juridiques, institutionnels et administratifs mis en œuvre pour arriver enfin à examiner les perspectives et recommandations susceptibles de renforcer la protection et la mise en valeur du littoral à travers le prisme du développement durable. Dans ce contexte, plusieurs réglementations ont été élaborées telles que la réglementation du littoral insulaire en tant que zone touristique aménagée, la réglementation du littoral insulaire en tant que domaine public maritime, la réglementation du littoral insulaire en tant que zone sensible et la réglementation du patrimoine culturel immobilier situé sur le littoral insulaire, ainsi que pour la protection de l'environnement marin et de sa biodiversité en ayant une stratégie basée sur la recherche, la sensibilisation des citoyens et un cadre juridique national et international. L'île de Djerba se caractérise également par la prédominance d'une gestion sectorielle du littoral insulaire caractérisée par la multiplicité des acteurs publics auxquels la loi a attribué des compétences respectives. Avec les attributions de la puissance publique, l'effort de la société civile est loin d'être négligeable comme les administrations publiques, les associations, et les mécanismes administratifs et financiers.

I. Introduction

Historiquement, la stratégie tunisienne du développement économique a instauré une corrélation structurelle entre une activité touristique de masse et une zone côtière commercialement attractive mais surexploitée et particulièrement vulnérable.

En effet, la politique publique a opté pour le modèle du tourisme de masse à forte intensité de main d'œuvre dont l'objectif consiste essentiellement « à élargir l'accès pour un nombre croissant d'individus à des pratiques touristiques simples, en normalisant les coûts de productions » (Dribek, 2015).

Ce modèle économique s'est longtemps caractérisé par une forte concentration de l'hébergement et des loisirs touristiques au bord de la mer ce qui a engendré un investissement massif dévorant de l'espace et perturbateur de l'écosystème littoral.

L'île de Djerba, une étendue de terre entièrement entourée par la mer (article 121 unies sur le droit de la mer de 1982) dont tous les points sont soumis aux influences climatiques, est considérée comme l'un des plus importants pôles touristiques de la Tunisie (PREDDGM, 2014). C'est une grande station touristique côtière qui exploite sans trêve un milieu naturel insulaire fragile.

A ce titre, l'île n'échappe pas à ce constat économique et environnemental inquiétant ; elle est un exemple marquant et révélateur du dilemme opposant l'ambition de faire évoluer l'activité touristique à l'obligation de préserver le milieu naturel et surtout la zone côtière particulièrement convoitée par les aménageurs publics et les entrepreneurs touristiques privés.

En effet, l'agenda 21 local de l'île de Djerba, évoque les manifestations de l'érosion d'une partie du littoral insulaire due à « l'exploitation des cotes sableuses à des fins touristiques » sans omettre « la destruction des dunes bordières des installations hôtelières » (Agenda 21 local, 2002).

Cette érosion provoquée par l'intervention de l'homme entraîne inévitablement la destruction des constructions touristiques limitrophes du rivage. A cela viennent se greffer des facteurs naturels surtout ceux qui relèvent des changements climatiques.

L'île plate et caractérisée par ses côtes basses de la rive orientale de la Tunisie, Djerba est inévitablement affectée par l'élévation du niveau de la mer, ce qui endommage une partie des installations touristiques, modifie la morphologie côtière et détériore le paysage insulaire originel.

Les effets de ce phénomène climatique illustrent de manière instructive l'interdépendance entre des aménagements touristiques inconsidérés et un littoral qui s'érode et mettent en évidence l'influence certaine que tous ces éléments ont les uns sur les autres.

En raison de son aspect économique dominant qui découle de son association

fondamentale avec le voyage, le séjour et les loisirs, le tourisme est communément défini comme étant un « ensembles d'activités de production et de consommation auxquels donne lieu les déplacements assortis d'une nuit au moins passée hors du domicile habituel, que le motif de voyage soit l'agrément, le sport, la religion. » (Ben Souayah, 2002).

La répercussion environnementale due au progrès croissant de cette activité économique exige une prise de conscience publique visant à rationaliser l'usage de l'espace et à protéger les ressources naturelles côtières et maritimes.

En effet, la prise de conscience de la dimension environnementale dans la gestion du secteur du tourisme qui se traduit essentiellement par les instruments du droit de l'environnement s'inscrit dans la notion du développement durable qui est défini comme un processus développement soucieux des besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs.

De cette durabilité émerge le concept d'écotourisme comme une stratégie qui favorise la conservation des écosystèmes et des ressources naturelles en assurant une association entre le développement économique, le progrès social et la protection de l'environnement. En ce sens, il s'agit d'un « tourisme responsable qui préserve les cadres naturels et le bien-être de la population locale » (Ben Souayah, 2002).

Selon les fondements du développement durable, le concept de l'écotourisme s'associe foncièrement avec le concept de l'économie bleu qui est communément défini comme étant l'utilisation durable des ressources maritimes en faveur de la croissance économique et la préservation des écosystèmes aquatiques.

L'économie bleue doit être érigée en stratégie nationale constante dans la gestion du tourisme côtier puisqu'il s'agit d'un secteur générateur de pollution marine inévitable due à son activité humaine intense au bord de la mer.

L'intégration de la dimension environnementale dans le développement économique est clairement mentionnée dans la constitution du 27 janvier 2014. C'est ainsi que le préambule déclare « la nécessité de contribuer à la préservation du climat et la sauvegarde d'un environnement sain permettant de garantir la pérennité de nos ressources naturelles et la poursuite d'une existence sûre au profit des générations futures ». En outre, une lecture conjointe des articles 42 et 45 de la Constitution montre clairement que l'Etat est tenue à une double obligation : La protection du patrimoine naturel et la sauvegarde du patrimoine culturel que ce soit archéologique, historique ou traditionnel.

La volonté politique de conférer au principe du développement durable une assise constitutionnelle trouve son origine dans les engagement de l'Etat qui avait ratifié des anciennes conventions telles que la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) à Rio en 1992, ratifiée le 15 juillet 1993, la convention internationale relative aux zones humides d'importance internationale, adoptée à Ramsar en février 1971 et ratifiée en vertu de la loi n°80-9 du 3 mars 1980, l'accord de Paris qui a été ratifié le 17 octobre 2016, la convention de Barcelone sur la protection du milieu marin et du littoral de la Méditerranée, adoptée à Barcelone le 16

février 1976 ratifiée par la loi n° 77-29 du 25 mai 1977 et la convention pour la protection du patrimoine mondial culturel et naturel, adoptée à Paris le 16 novembre 1972 et ratifiée par la Tunisie en vertu de la loi n°74-89 du 11 décembre 1974.

En outre, l'Organisation Mondiale du Tourisme dont la Tunisie fait partie, prône que l'on insère le tourisme dans les stratégies de développement durable et que l'on contribue, à travers le développement touristique, à la régression de la pauvreté dans le monde.

Les objectifs de l'OMT ont clairement marqué les recommandations des documents pronostiques et d'orientations officiels en la matière. C'est ainsi que le rapport sectoriel intitulé « le tourisme durable en Tunisie », élaboré par le Ministère de l'Environnement et approuvé par la Commission Nationale du Développement durable lors de sa 15^{ème} réunion tenue le 30 janvier 2010 résume les nouveaux objectifs assignés au tourisme national comme un vecteur de protection et de mise en valeur des sites naturels ayant un potentiel touristique, de promotion de la culture et du patrimoine locaux et de réduction de la pauvreté.

Cette nouvelle perspective touristique a été repris par un autre document régionale nommé Plan Régional d'Environnement et de Développement Durable du Gouvernorat de Médenine élaboré en 2014. Ce plan vise à doter la région d'une vision stratégique en matière de protection de l'environnement à travers notamment le développement d'un tourisme durable respectueux de l'écosystème insulaire.

Protéger durablement le littoral ou la zone côtière de l'île de Djerba tout en tenant compte de son interaction avec le développement économique est l'un des objectifs de l'engagement de la Tunisie, manifesté lors de la signature du protocole de la convention de Barcelone relatif à la gestion intégrée des zones côtières (GIZC) de la méditerranée.

Ce protocole, signé le 21 janvier 2008, engage les Etats parties, en vertu de son article 5 à prévoir dans leurs politiques respectives une « planification rationnelle des activités, le développement durable des zones côtières en garantissant la prise en compte de l'environnement et des paysages et en la conciliant avec le développement économique, social et culturel; et la garantie de «la préservation de l'intégrité des écosystèmes côtiers ainsi que des paysages côtiers et de la géomorphologie côtière ».

En faisant partie du territoire national, l'île de Djerba est marquée par une forte identité insulaire géographique et culturelle particulière. Avec un linéaire de côte de largeur 189 km en contact direct avec la mer (Ajustements juridiques, 2019), le littoral insulaire exige une gestion institutionnelle innovatrice et une pratique touristique alternative et respectueuse de la complexité et de la fragilité de son écosystème.

Dans cette optique, l'examen de la problématique de la gestion publique responsable du littoral insulaire de l'île de Djerba à des fins touristiques exige préalablement de dresser le bilan des instruments juridiques, institutionnels et administratives mises en œuvre pour parvenir finalement à examiner les perspectives et les recommandations qui sont en mesure de renforcer la protection et la mise en valeur du littoral à travers le prisme du développement durable.

II. Cadres juridique et institutionnel

II.1. Cadre législatif et réglementaire

La notion du littoral a bénéficié d'une définition juridique de portée écologique et ce à travers l'article premier de la loi n°95-72 du 24 juillet 1995 relative à la création de l'Agence de Protection et d'Aménagement du littoral.

Ainsi, le littoral est défini comme étant «la zone de contact qui concrétise la relation écologique, naturelle et biologique entre la mer et la terre et leur interaction directe et indirecte».

La définition prévue par l'article 2 du protocole de la convention de Barcelone sur la gestion intégrée a élargi les éléments d'identification de la notion du littoral en incluant l'interaction du milieu naturel avec l'activité humaine et en préférant l'usage du concept «zone côtière» elle est défini ainsi selon les termes dudit article comme étant «l'espace géomorphologique de part et d'autre du rivage de la mer où se manifeste l'interaction entre la partie marine et la partie terrestre à travers des systèmes écologiques et systèmes de ressources complexes comprenant des composantes biotiques et abiotiques coexistant et interagissant avec les communautés humaines et les activités socio-économiques pertinentes».

Tout en intégrant la dimension socio-économique dans l'appréhension du littoral, la territorialisation de celui-ci est tributaire de sa forme géomorphologique. En effet, l'île de Djerba se caractérise par une ligne côtière de 140 km et des côtes, « majoritairement, basses à falaise et à plages et à plages de sables fins qui s'étendent le long des façades Nord-Est et Est de l'île » (Stratégie Nationale de Gestion Intégrée, 2019) propice par ces caractéristiques physiques au développement du tourisme balnéaire.

Cette bande du terrain, historiquement convoitée, est un espace naturel et économique dynamique. Il abrite une activité touristique intense, constitutif, dans une partie, du domaine public maritime et des aires naturelles protégées et forme parfois le cadre physique d'un patrimoine culturel immobilier.

II.1.1. Réglementation du littoral insulaire en tant que zone touristique

L'impact du l'urbanisme touristique non maîtrisé sur un espace rare et fragile tel que le littoral insulaire de Djerba est un impact négatif et menaçant.

Ce constat tient du fait que l'activité touristique, étant un facteur anthropique marquant, est loin d'être inoffensive sur la morphologie initiale du paysage côtier et l'équilibre écologique de la zone sensible. Par conséquent, « l'environnement côtier s'est dégradé, les plages ont subi un processus d'amaigrissement et la construction d'hôtels sur les dunes bordières a accéléré l'érosion marine » (Bernard, 2001).

A ce titre, l'aménagement urbain remplit un rôle juridique régulateur de l'utilisation et de d'occupation du sol sous toutes ses formes. La maîtrise urbaine s'effectue

essentiellement par des servitudes contraignantes qui grèvent la propriété immobilière privée. Ceci dit, le droit de construire est soumis à des restrictions réglementaires visant à « rationaliser l'usage de l'espace urbain en harmonisant sa structure et en conservant son esthétique » (Rihane, 2002) à travers les plans d'aménagement urbain (P.A.U).

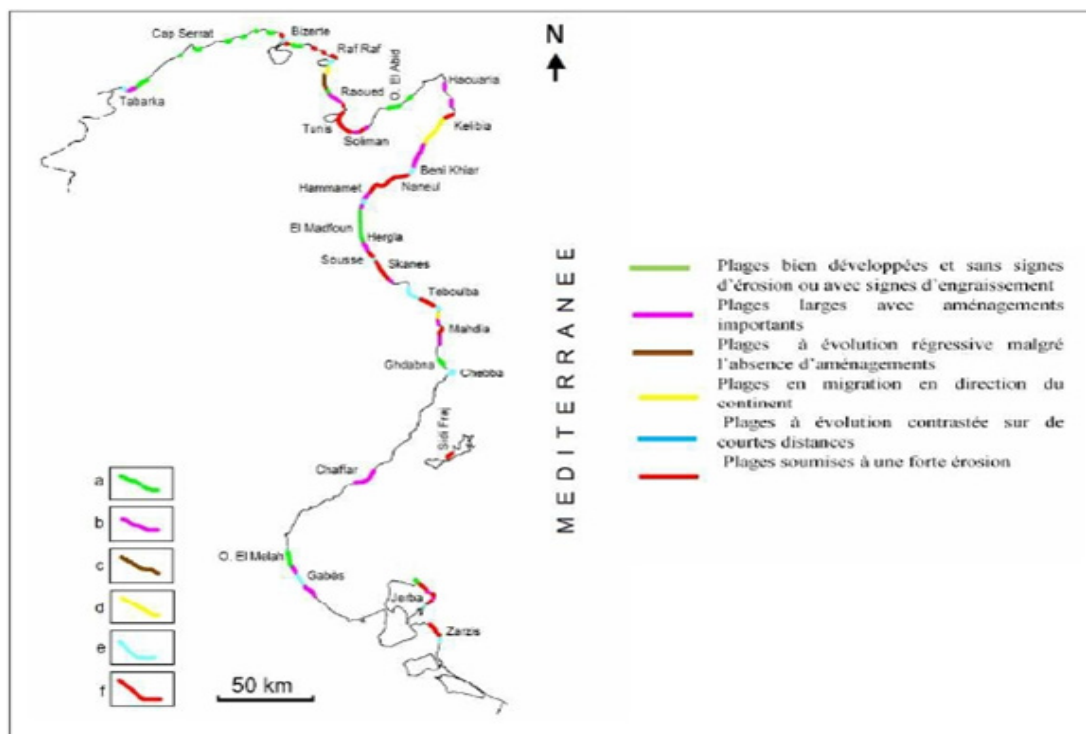


Figure 1. Localisation de Djerba Island (Rapport_national_tunisie_october_2015 dans le cadre du projet ClimVar (MedPartnership))

Les PAU sont des instruments de planification urbaine qui réglementent le territoire littoral des communes côtières. Toutefois, le PAU ne constitue pas un outil juridique adéquat pour ce genre d'espace. L'inadaptabilité tient du fait de la nature même du P.A.U qui est un document réglementaire terrestre alors que l'aménagement urbain du littoral focalise aussi sur le littoral en tant qu'espace marin et côtier.

Le premier PAU de la zone touristique de Djerba a été adopté par le décret n°76-759 du 31 août 1976. Ce plan couvrant une superficie de 1,640 ha, a prévu des îlots touristiques et d'animation, des espaces verts équipés des zones non aedificandi.

Au départ la zone a été occupée par quelques hôtels, le premier étant le club Med qui étaient en parfaite symbiose avec l'environnement insulaire (PREDDGM, 2014).

L'objectif des planificateurs était à l'époque de rompre avec le vieux modèle d'occupation linéaire de la cote pour l'engagement en profondeur et l'intégration organique des équipements de loisirs à l'intérieur de P.A.U.

Le PAU de la zone touristique de Midoun de l'année 2000 bien qu'il n'ait pas été approuvé par une décision, il constitue un outil réglementaire mis en vigueur. Ce plan préconise une occupation quasi totale de la frange littorale. En conséquence, «la rupture avec le modèle linéaire ne s'est pas concrétisée » (Ben Jebara 2015).

Cet aménagement est considéré comme étant un simple « aménagement hôtelier » (PREDDGM, 2014). Ceci a engendré une « mal littoralisation » à travers une implantation éparpillée des hôtels le long du littoral qui a pris la forme d'une privatisation du front de mer sans omettre la dégradation du paysage naturel, l'absence d'homogénéité de l'esthétique urbaine.

A cela s'ajoute la destruction des dunes sur le littoral, pour permettre la construction des hôtels, qui étaient à l'origine de l'équilibre littoral et le maintien de la ligne de cote contre l'érosion.

L'artificialisation du littoral par la concentration des installations touristiques surdimensionnées s'étale sur 30 km et concerne les municipalités de Houmt- Souk et Midoun (Ben Jebara 2015).

Le PAU de la zone touristique de Houmt-Souk qui a été récemment approuvé par la décision n°1/2021 en date du 12/01/2021 n'apporte pas une stratégie urbaine différente.

La multiplicité des documents d'urbanisme surtout des PAU qui gèrent chacune une portion du territoire communal insulaire (Houmt-Souk, Midoun et Ajim) prend peu en considération la dimension environnementale et la fragilité du littoral.

La bonne gestion de l'occupation urbaine du littoral exige un instrument cadre, cohérent et prospectif qui couvre l'intégralité du territoire ; c'est ainsi que l'élaboration d'un schéma directeur d'aménagement de la zone sensible de l'île de Djerba devient une urgence.

Aux termes de l'article 5 du code de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire « Les schémas directeurs d'aménagement fixent les orientations fondamentales de l'aménagement des zones territoriales concernées compte tenu des relations avec les régions avoisinantes et de l'équilibre à conserver entre l'expansion urbaine et l'exercice des activités agricoles et d'autres activités économiques ainsi que de la nécessité de protéger les sites naturels et culturels, y compris les sites archéologiques, et les zones de sauvegarde, tels que définis par la législation en vigueur ».

Selon l'article 2 du décret n°98-2092 du 28/10/1998, l'île de Djerba figure parmi les zones sensibles qui constituent un écosystème fragile et qui nécessite l'élaboration d'un schéma directeur d'aménagement.

Un schéma directeur d'aménagement couvrant l'intégralité du territoire insulaire de Djerba est en phase finale d'élaboration par les pouvoirs publics centraux en concertation avec la société civile. Ce schéma, opposable aux décideurs publics, a une valeur juridique supérieure aux P.A.U.

Ayant été validé le 16/12/2020 par le Comité de pilotage national présidé par le ministre de l'Équipement, l'entrée en vigueur du schéma est tributaire de son approbation par un décret en vertu de l'article 8 du Code de l'urbanisme.

Selon le SDAZSD « le modèle touristique actuel a montré ses limites...par le fait de certains dépassements à impacter le littoral les espaces naturels » (PREDDGM, 2014). C'est pourquoi, le plan préconise le maintien de la limite de la zone touristique actuelle en assurant sa modernisation et son embellissent en tenant compte du facteur environnemental.

II.1.2. Réglementation du littoral insulaire en tant que domaine public maritime

Il est indéniable qu'une partie du littoral est à la propriété de l'Etat, faisant partie ainsi du domaine public maritime (D.P.M). En vertu de l'article 24 de la loi n° 2005-33 du 4 avril 2005, le D.P.M « se compose du domaine public maritime naturel et du domaine public maritime artificiel ». L'élément naturel du D.P.M est défini par la même loi comme étant l'addition des composantes suivantes : « a. le rivage de la mer :constitue par le littoral alternativement couvert et découvert par les plus hautes et plus basses eaux de la mer, et par les terrains formés par les lais et les relais ainsi que par les dunes de sables situées dans la proximité immédiate de ses terrains sous réserve des dispositions du code forestier, b. les lacs, étangs et sebkhas en communication naturelle et en surface avec la mer, c. les eaux maritimes intérieures et la mer territoriale dans les limites et l'organisation ont été prévues par les textes spéciaux.. ».

Il est clair que la définition du D.P.M est basée sur des caractéristiques physiques changeantes, de ce fait, l'étendue géographique de la régulation juridique est instable. Les changements climatiques et l'érosion due aux établissements humains sont deux facteurs déterminants.

En effet, Selon l'article 5 de la loi n° 95-73 du 24 juillet 1995, relative au domaine public maritime, la délimitation du domaine public maritime, qui peut faire l'objet de révision, a pour objet la fixation des limites de ce domaine par rapport aux propriétés riveraines.

Le régime juridique de la domanialité qui s'applique au territoire délimité apporte une protection renforcée d'une partie du littoral. En effet, l'article 14 de la loi de 1995 interdit toutes constructions nouvelles ou addition de construction ou tout lotissement qui peuvent être réalisé sur la zone concernée par la délimitation. En outre, l'article 22 de la même loi dispose que « L'utilisation privative du domaine public maritime est permise soit sous forme d'occupation temporaire soit sous forme de concession, conformément aux spécificités de ce domaine et aux conditions prescrites par la présente loi. L'article 28 de la loi de 1995 prévoit un régime répressif concernant les infractions qui portent atteinte à l'intégrité de D.P.M.

A cette réglementation domaniale contraignante, s'ajoute l'instauration d'une servitude d'urbanisme de non aedificandi prévue par l'article 25 du C.A.T.U qui dispose : « Nonobstant les règlements spéciaux pouvant être édictés pour certaines zones en raison de leurs caractéristiques naturelles, architecturales, esthétiques, sécuritaires ou archéologiques, il est interdit de construire dans les zones non couvertes par un plan d'aménagement urbain approuvé, et ce, à une distance inférieure à cent mètres à partir des limites du domaine public maritime ».

La délimitation actuelle du D.P.M situé à Djerba et dressé par les services concernés, s'étend sur un linéaire littoral de 99 km et un linéaire total de 9 km de la sebkha de LellaHadhria.

La zone du littoral de la façade Nord-Est qui s'étend sur 12 km, la plus occupée par l'activité et les installations hôtelières, comporte plus de 21 unités en infraction par rapport à l'alignement du D.P.M.

L'élévation du niveau de la mer est de nature à engendré la submersion d'une partie des terres du littoral dans les zones de Sidi Mehrez ET Sidi Yati entraînant la réduction de la largeur du D.P.M et les constructions hôtelières sont devenues en confrontation avec les vagues.

Le changement morphologique du linéaire côtier exige inévitablement la révision de l'alignement du D.P.M de cette partie du littoral.

Selon les statistiques élaborées par L.A.P.A.L, 11 % de l'empiétement sur le D.P.M viennent des constructions touristiques. En total, le nombre d'infractions était de 150 par an en moyenne sans omettre les violations des autorisations de constructions temporaires délivrés aux promoteurs touristiques. De nombreuses infractions touchant le D.P.M par des hôtels de différentes catégories installées sur la zone littorale de Djerba sont recensées par l'A.P.A.L. le plus souvent, ils concernent des restaurants de plage construite en dur.

II.1.3. Réglementation du littoral insulaire en tant que zone sensible

La zone côtière de l'île de Djerba est considérée comme une zone sensible.

Les zones sensibles sont définies comme étant un patrimoine naturel national et présentent un ensemble d'éléments d'un écosystème fragile. Elles forment un paysage naturel d'une attrait touristique incontestable. Mais, menacé par la dégradation due à son utilisation irrationnelle par l'activité touristique littorale.

En réalité, le littoral de l'île de Djerba est jalonné de manière géographiquement éparpillée par des Ras, des îlots, des Sebkhas, des dunes bordières, des cordons littoraux. Ces éléments naturels fragiles nécessitent une protection juridique particulière.

En effet, la promulgation de la n°2009-49 du 21 juillet 2009 a permis à la Tunisie de se doter d'un régime juridique spécifique et approprié de la réglementation des aires marines et côtières protégés dont l'objectif principal est la préservation de la nature et de la biodiversité dans les milieux marins et côtiers selon son article1.

Au sens de l'article 2 de la loi du 21 juillet 2009 les aires marines et côtières protégées sont « les espaces désignés par la loi, en vue de protéger les milieux naturels, la flore, la faune, les écosystèmes marins et côtiers présentant un intérêt particulier d'un point de vue naturel, scientifique, instructif, récréatif, ou éducatif ou qui constituent des paysages naturels remarquables devant être préservés ».

La préservation de des aires protégées constitue une nouvelle stratégie pour assurer l'intégrité et la valorisation des écosystèmes fragiles, le développement économique durable et la promotion de l'écotourisme et le tourisme écologique.

En outre, la Tunisie a ratifié en vertu de la loi n°80-9 du 3 mars 1980 la convention relative aux zones humides d'importance internationale adopté à Ramsar le 2 février 1971.

La convention Ramsar sur les zones humides est un traité intergouvernemental qui vise la conservation et l'utilisation rationnelle des zones humides et de leurs ressources naturelles. Elle sert de cadre à l'action nationale et à la coopération internationale pour la réalisation de ces objectifs.

L'aménagement urbain intensif sur le littoral de Djerba ainsi que l'existence de formes diverses de pollution constituent un réel danger écologique causant la dégradation du milieu côtier surtout les sebkhas et des lagunes de la partie ouest et nord de l'île (Agenda 21 local, 2002).

En effet, La Tunisie a réussi a classé trois sites humides côtières d'importance internationale situées à Djerba le 3 octobre 2007 qui sont: Bin El Ouedian, Ras Rmel, Guellala.

Suite à cette inscription, la Tunisie est tenue en application des articles 2, 3 et 4 de la convention Ramsar, à élaborer un plan d'aménagement et de gestion pour chacune des zones humides inscrites de façon à favoriser leur conservation, la création des réserves naturelles et pourvoir de façon adéquate à leur surveillance. Toutefois, aucun plan de gestion n'a été élaboré jusqu'à ce jour pour apporter une protection et exploitation adéquate des zones classées en application de la législation nationale.

Par ailleurs, Le S.D.A.Z.S.D préconise le classement de deux autres zones humides à savoir la lagune lala Hadhria et Borj jilij à condition qu'elles remplissent les critères scientifiques d'identification de la convention Ramsar.

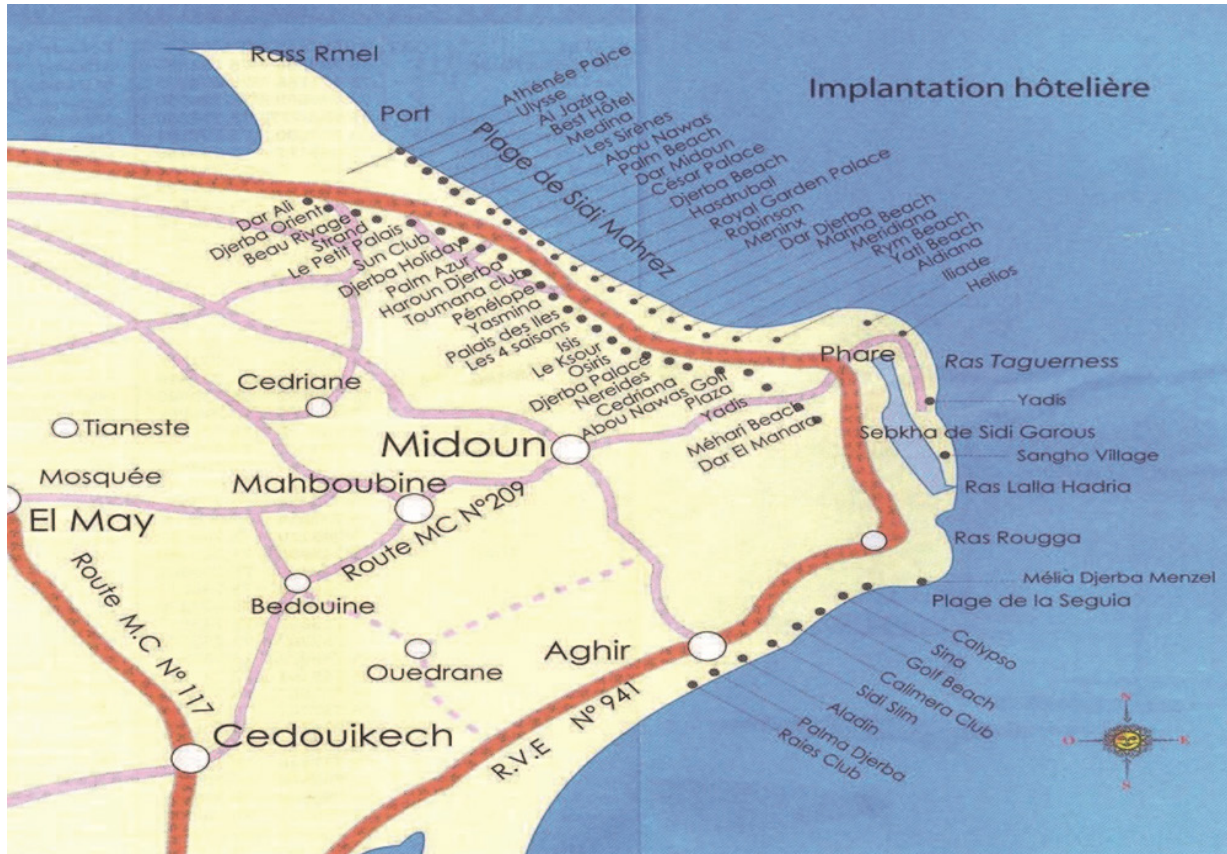


Figure 2. Réglementation du littoral insulaire en tant que zone sensible

La plage a disparu (Zone 1)

Disparition de la plage et apparition d'affleurements rocheux (Zone 2)

L'engraissement devant les hôtels (Zone 3)

Recul et affleurement (Zone 4)

II.1.4. Réglementation du patrimoine culturel immobilier

Le tourisme culturel est l'un des volets essentiels du tourisme alternatif basé sur l'intégration du patrimoine culturel immobilier archéologique, historique ou traditionnel dans les circuits touristiques. Cette intégration exige préalablement la sauvegarde et la mise en valeur des sites culturels et des monuments historiques à valeur nationale et universelle.

L'article 1 de la loi n° 94-35 du 24 février 1994 relative au code du patrimoine archéologique, historique et des arts traditionnels prévoit une définition générale de la notion du patrimoine archéologique, historique ou traditionnel, il est considéré comme étant : « tout vestige légué par les civilisations ou les générations antérieures, découvert

ou recherché, en terre ou en mer qu'ils soient meubles, immeubles, documents ou manuscrits en rapports avec les arts, les sciences, les croyances, les traditions, la vie quotidienne, les événements publics ou autre datant des époques préhistoriques ou historiques et dont la valeur nationale ou universelle est prouvée.

Grâce à son positionnement géographique stratégique et particulier en méditerranée, l'île de Djerba et son littoral étaient très convoités par des civilisations et puissances maritimes diverses. Leurs occupations successives de l'île à des époques différentes nous ont légué ainsi de multiples et riches témoignages de leur présence: sites archéologiques, monuments historiques, etc.

La situation privilégiée de l'île en a fait une étape dans le vaste réseau d'échanges méditerranéens et y a donc favorisé l'installation de comptoirs commerciaux tels que le comptoir punique de Meninx.

Toujours à cause de sa position stratégique, l'île connaît durant des siècles une histoire des plus mouvementée, et tous ses envahisseurs ont laissé des témoignages de leur passage, comme fort El Qastilou fort Gazi Mustapha qui surveillent les côtes.

Le djerbiens ibadites ont bâtis une ceinture sécuritaire constituée d'un ensemble de mosquées vigiles qui jalonnaient les rivages pour garder et surveiller les côtes de l'île connues sous le nom les mosquées littorales vigiles (Sidi Salem, Sidi Jmour, Sidi Hachani, Sdi Yéti, Moghzel).

Malgré l'existence d'un régime juridique riche en instruments de protection à travers les règles contraignantes de la loi n° 94-35 du 24 février 1994, rare sont les biens à valeur patrimoniale appartenant aux trois catégories sus-indiquées qui bénéficient d'une protection juridique satisfaisante. Seul le fort Gazi Mustapha fait l'objet d'un arrêté de classement en date de 3 mars 1915.

La nature juridique domaniale des mosquées vigiles entraîne leur soumission au régime protecteur du domaine public de l'Etat. Toutefois, la prise des arrêtes de classement ou de protection par le ministre des affaires cultures est primordial pour qu'elles bénéficient d'une reconnaissance juridique patrimoniale certaine et être solidement protégés en application du code du patrimoine.

Le site de Meninx a été aménagé et doté d'une structure d'accueil pour recevoir les touristes. L'ensemble du site, qualifié juridiquement de site culturel aux termes de l'article 2 du code d l'urbanisme, devrait être géographiquement identifié et délimité par un décret de classement pour être par la suite soumis à un document réglementaire désigné par l'article 13 du code sous le nom du plan de protection et de mise valeur.

Il est évident de constater que malgré la richesse du patrimoine culturel immobilier situé sur le littoral insulaire, le tourisme culturel semble être marginal, occasionnel et non structuré. Ceci s'explique par le fait qu'aucune politique volontariste n'a été élaborée pour fructifier économiquement ce patrimoine.

Néanmoins, avec le concours actif de L'ASSIDJ, un comité scientifique a été désigné par le ministre des affaires culturelle pour l'élaboration d'un dossier de proposition

d'inscription de Djerba sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO intitulé « Djerba, paysage culturel, témoignage d'un mode d'occupation d'un territoire insulaire. »

Le patrimoine universel reconnu par l'Unesco offre au bien inscrit une distinction supplémentaire, il s'agit d'un label international créateur d'une forte promotion touristique de la destination touristique concernée.

En effet, l'inscription à l'échelle internationale du bien en série apporte indéniablement une meilleure visibilité à l'île de Djerba qui se traduit par une augmentation de la fréquentation touristique et devient alors, une source de développement économique permanent.

II.1.5. De la protection du littoral à la protection du milieu marin

En raison de sa richesse biologique et de sa fonction économique, le milieu marin constitue, indéniablement, un patrimoine naturel commun d'une valeur nationale inestimable. Ce milieu est constamment exposé au danger environnemental venant du littoral et perturbateur de son écosystème particulier.

Les scientifiques s'accordent à constater qu'une grande partie de la diversité biologique de la planète se trouvent dans les mers « qui recèlent des trésors, des espèces dont les moins connues, semblent être plus que les découvertes » (Ben Jaafar, 2012).

En Tunisie, le milieu marin abrite une activité économique humaine importante telle que l'extradition des matières premières, le transport maritime, la pêche et le tourisme balnéaire.

La croissance urbaine littorale et les diverses activités touristiques en front de mer qu'a connu l'île de Djerba depuis l'apparition du tourisme balnéaire de masse a engendré un défi environnemental majeur que les pouvoirs publics et les entrepreneurs privés doivent faire face. Ce défi consiste à protéger la mer des effets néfastes des eaux usées dues aux canalisations de fortune sans aucun traitement préalable. A ce phénomène s'ajoute, à un degré moindre, le déversement d'hydrocarbures par les bateaux de plaisance et ceux de pêche.

L'office national de l'assainissement créé en 1978 dont la mission est, selon le texte de sa création, « la gestion, l'exploitation, l'entretien, le renouvellement et la construction de tout ouvrage d'assainissement. » (Loi n°74-73 du 3 août 1974) a mené des efforts louables aboutissant à la création de trois stations d'épuration sur l'île de Djerba dont la capacité de traitement est de : Houmt-Souk 3,500m³/jour, Aghir-Djerba 15,750 m³/jour et Sidi Mehrez 3000m³/jour (PREDDGM, 2014).

Néanmoins, malgré les équipements réalisés par cette institution publique spécialisée, le traitement des eaux à travers les stations d'assainissement n'est pas exhaustif car « la pollution organique n'étant réduite qu'à 90 % et outre les ordures d'hôtels, le rejet dans le milieu naturel est devenu source de pollution notoire » (Dribek, 2015).

Pour la protection du milieu marin et de sa biodiversité, la Tunisie dispose d'une stratégie basée sur la recherche, la sensibilisation des citoyens et d'un cadre juridique national et international.

A titre d'exemple, selon les termes de l'article 108 du code des eaux promulguées en vertu de la loi n°18 du 31 mars 1975 l'Etat interdit strictement « le déversement ou l'immersion dans les eaux de la mer des matières de toutes natures, en particulier des déchets domestiques ou industriels susceptibles de porter atteinte à la santé publique ainsi qu'à la faune et à la flore marines et de mettre en cause le développement économique et touristique des régions côtières.

Ce code n'est pas le seul texte juridique protecteur du milieu marin car il existe un autre texte de nature réglementaire qui est le décret n°85-56 du 2 janvier 1985 relatif à la réglementation des rejets dans les milieux récepteurs tels que la mer, les lacs et les nappes. Selon ce décret toute forme de rejets est subordonnée à l'obtention d'une autorisation qui ne peut être accordée qu'après traitement pour rendre inoffensif le produit divers.

En outre, pour assurer l'effectivité des règles protectrices du milieu marin, le législateur prévoit des sanctions pénales sévères. C'est ainsi qu'à titre d'exemple que l'article 28 de la loi n°95 du 24/07/1995 relative au domaine public maritime inflige une peine d'emprisonnement de 16 jours à une année et à une amende à l'encontre de tout auteur d'acte de dégradation affectant le domaine public maritime.

Etant considéré comme un bien commun de l'humanité, la Tunisie semble particulièrement engagée dans la coopération internationale pour la protection milieu marin car elle a adhéré et ratifié la majorité des conventions internationales. Parmi ses conventions on cite la convention internationale des Nations unies sur le droit de la mer de 1982 ratifié par la loi n° 6 en date du 22 février 1985 et la convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants ratifiée par la loi n°18 en date du 15/03/2004.

II.2. Cadre institutionnel

L'analyse du dispositif institutionnel actuel montre la prédominance d'une gestion sectorielle du littoral insulaire caractérisé par la multiplicité des acteurs publics auxquels la loi leur a attribués des compétences respectives. Avec les attributions de la puissance publique, l'effort de la société civile est loin d'être insignifiant.

II.2.1. Administration publique

- **Les structures centrales**
 - **Administration active**

Ministère du Tourisme et de l'Artisanat : Les attributions du ministère du tourisme sont fixés conformément aux dispositions du décret n° 2005- 2122 du 27 juillet 2005 fixant, tel que modifié par le décret n° 2008-2864 du 11 Aout 2008, le Ministère du Tourisme assure une mission générale de mise en œuvre de la politique du gouvernement dans les domaines du tourisme, et des loisirs touristiques. Il lui revient la charge de concevoir les actions et les mesures visant le développement et la promotion du tourisme, de mettre en œuvre la politique du gouvernement dans le domaine de mise à niveau touristique, de promotion de la compétitivité du produit touristique et de promouvoir l'aménagement et l'équipement des zones touristiques.

Le Ministère de l'Environnement : Les attributions du ministère chargé de l'environnement sont précisées par le décret n°2005-2933 du 01/11/2005. Selon ce texte, ce ministère est notamment chargé : « d'œuvrer à la consécration et à la généralisation du concept de développement durable et à son introduction dans les politiques économiques et sociales générales et sectorielles, ainsi que dans les méthodes de planification et de gestion des ressources naturelles. Ce ministère est chargé également d'élaborer une stratégie nationale du développement durable fixant les mesures permettant l'adaptation des modes de planification et de gestion des structures et des établissements de l'Etat avec les impératifs du développement durable.

Ministère des Affaires Culturelles : Le décret n°75-773 du 30 octobre 1975 fait du ministère des Affaires culturelles l'autorité administrative qui a le monopole de la gestion des affaires culturelles, dont le patrimoine culturel, assurée, sous tutelle, par les institutions spécialisées. Le ministère doit élaborer et mettre en œuvre les programmes et les moyens pour la préservation et la mise en valeur des biens immeubles dont la valeur nationale ou universelle est prouvée. Le ministre des Affaires culturelles est habilité par le Code du patrimoine à donner les autorisations préalables et prendre les arrêtés concernant la protection et la mise en valeur des sites culturels, des ensembles historiques et traditionnels et des monuments historiques.

Ministère Chargé de l'Urbanisme : Il s'agit du ministère de l'Équipement, de l'Habitat et de l'Infrastructure qui veille selon les termes du décret n°1413-88 du 22 juillet 1988 à la mise en œuvre de la politique de l'État dans le domaine de l'urbanisme et de l'architecture en coordination avec les services et les structures concernées.

- **Administration consultative**

Commission Nationale de Développement Durable (CNDD) : La Commission Nationale du Développement Durable est créée par décret n° 2061 du 11 octobre 1993, soit deux ans après la création du Ministère chargé de l'environnement. La CNDD est venue pour renforcer le cadre institutionnel mis en place pour la protection de l'environnement et l'ancrage des principes du développement durable. La CNDD constitue l'instance fondamentale de la Tunisie pour concevoir l'approche globale du développement durable, pour tracer les orientations stratégiques du pays dans ce domaine et pour veiller à la mise en œuvre des différents programmes qui en découlent. Depuis sa création, la CNDD est considérée comme une instance de concertation et de coordination entre les différents acteurs nationaux du développement et reconnue par ses différents travaux qui ont pour objectif de concilier le développement économique et social avec une utilisation rationnelle des ressources naturelles et l'insertion harmonieuse de l'homme dans son environnement.

Commission Nationale du Patrimoine : Prévues par l'article 6 du Code du patrimoine de 1994, la commission est instituée auprès du Ministre chargé du patrimoine. Elle est chargée d'émettre un avis et de présenter au ministre des Propositions dans les domaines de la protection et le classement des monuments historiques, de la création de secteur sauvegardés et de la protection des sites culturels. Elle donne, en outre, un avis sur les programmes, projets et plans relatifs à la protection des biens culturels que le ministre lui soumet pour examen.

Comité Interministériel pour l'Aménagement du Territoire : Créé en application de l'article 3 du Code de l'urbanisme, la commission interministérielle assure la cohérence spéciale entre les différents programmes d'aménagement. Selon le décret n° 2003-1688 du 11 août 2003 qui précise la composition et le mode de fonctionnement de cette commission, le Ministre des Affaires culturelles y siège en tant que membre permanent.

▪ Structures décentralisées

Collectivités locales : Selon l'article 239 de la loi organique de 2018, le conseil municipal prépare les plans d'urbanisme en adoptant les procédés de la démocratie participative. Il veille au respect des règles relatives à l'aménagement du territoire et documents de planification urbaine relatifs à la protection du patrimoine archéologique et historique, ainsi qu'au respect des règles prévues par les lois et règlements en vigueur. En outre, les collectivités locales constituent des acteurs privilégiés de la protection quotidienne de l'environnement. Ils interviennent par le processus de la planification urbaine et par la police administrative environnementale.

L'Agence de Protection et d'Aménagement du Littoral : C'est un établissement public à caractère non administratif, créé en vertu de la loi n°95-72 du 24 avril 1995. Celle-ci lui confie la mission de gérer les espaces littoraux, faire le suivi des opérations d'aménagement et veiller à leur conformité avec les règles et les normes fixées par les lois et règlements en vigueur relatifs à l'aménagement de ces espaces, en particulier le domaine public maritime (loi n° 95-73 du 24 juillet 1995 relatif au Domaine public maritime).

L'Office National du Tourisme Tunisien : C'est un établissement public à caractère non administratif doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière. Il est placé sous la tutelle du ministère du Tourisme et créé en vertu de la loi n°70-60 du 31/12/1970. Cet office contribue au développement et à la promotion du tourisme culturel, à travers notamment la mise en valeur des monuments historiques et la création de nouveaux circuits de visites et de structures d'accueil.

L'Agence Nationale de Protection de l'Environnement : L'ANPE est un établissement public à caractère non administratif créé par la loi n° 88-91 du 2 août 1988, sa tutelle ainsi que ses principales missions ont fait l'objet d'une modification par la loi 92-115 du 30 Novembre 1992 et ce, suite à la création d'un Ministère chargé

de l'environnement. L'ANPE a pour missions notamment de Participer à l'élaboration de la politique générale du gouvernement en matière de lutte contre la pollution et de protection de l'environnement, et à sa mise en œuvre par des actions spécifiques et sectorielles ainsi que des actions globales s'inscrivant dans le cadre du plan national de développement. Il assure aussi le suivi de l'application de la convention de Barcelone.

L'Office National de l'Assainissement : L'ONAS est un établissement public à caractère industriel et commercial, doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière. Il est placé sous la tutelle du Ministère des Affaires locales et de l'environnement. L'ONAS a été créé en vertu de la loi n° 73/74 en date du 3 août 1974, avec pour mission d'assurer la gestion du secteur de l'assainissement. La loi portant création de l'Office a été amendée par la loi n°93/41, datée du 19 avril 1993, en vertu de laquelle l'ONAS est passé du rôle de gestionnaire du réseau d'assainissement à celui de principal intervenant dans le domaine de la protection du milieu hydrique et de la lutte contre toutes les sources de pollution.

L'Institut National du Patrimoine : Organisme créé en 1957 sous la forme d'un établissement public administratif placé sous la tutelle du Ministre des Affaires culturelles et réorganisé en vertu du décret n° 93-1609 du 26 juillet 1993. L'Institut a pour mission la gestion technique et savante du patrimoine immobilier à travers les recherches scientifiques et techniques.

L'Agence de Mise en Valeur du Patrimoine et de Promotion Culturelle : C'est un établissement public créé en 1988 et réorganisé en vertu de la loi n°97-16 du 3 mars 1997. Il est à caractère industriel et commercial doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière, placé sous la tutelle du ministère des Affaires culturelles. L'agence assure à des fins culturelles, touristiques et commerciales, la réalisation et la gestion de programme de mise en valeur et d'exploitation du patrimoine immobilier, son intégration dans le circuit économique et la promotion du tourisme culturel.

II.2.2. Les associations

- L'Association pour la Sauvegarde de l'île de Djerba : Fondée en 1976, l'Association pour la Sauvegarde de l'Île de Djerba témoigne du rôle prépondérant de la société civile dans le processus de la gestion et de la mise en valeur du patrimoine immobilier. Elle participe activement à la restauration des monuments historiques et à la sensibilisation du public sur l'importance du développement durable et de la protection de l'environnement.
- L'Association des Architectes de Djerba : Créée en 2010, cette association à vocation culturelle et technique veille à la promotion et la préservation de la particularité architecturale de l'île de Djerba. Elle œuvre en collaboration avec l'Association pour la Sauvegarde de l'île de Djerba.

II.3. Mécanismes administratifs et financiers

Afin de promouvoir le développement durable de l'activité touristique dans le littoral, les structures publiques sont activement intervenues dans la conception et la mise en œuvre des mécanismes et des stratégies qui visent à mieux gérer cet espace en relation avec le développement économique. La réalisation des stratégies nécessite des moyens financiers qui sont conçus sous formes de fonds différents.

II.3.1. Mécanismes administratifs

- **Stratégie Nationale de Gestion Intégrée des Zones Côtières :**

Elaboré par l'A.P.AL avec le concours du P.N.U.D en septembre 2020 ce document de programme et de prospection vise l'élaboration d'une vision collective dédiée à chaque segment du littoral régional ainsi qu'au littoral national dans son intégralité. Cette stratégie propose un plan d'action quinquennal portant sur l'adaptation et la résilience du littoral tunisien aux changements climatiques et le développement de l'approche gestion intégrée notamment à l'île de Djerba. Cette stratégie est basée sur un Plan d'Aménagement Côtier qui constitue selon le document une étape cruciale dans la mise en œuvre de la stratégie de la gestion intégrée à l'échelle locale (Djerba). Comme stipule les termes de référence, le PAC de Djerba servira d'appui à la gestion côtière et vise la mise en œuvre concrète des principes de la convention de Barcelone et plus particulièrement la Gestion Intégrée des Zones Côtières. La stratégie prescrit aussi l'élaboration d'un dispositif juridique et institutionnel pour promouvoir l'économie bleue et le tourisme durable par l'exploitation durable et raisonnée des ressources naturelles.

- **Agenda 21 pour un développement durable de l'île de Djerba :**

Dans le cadre de l'application des accords de Rio, la Tunisie a créé en 1993 la commission nationale pour le développement durable qui a contribué à l'élaboration de l'agenda 21 national en 1995-1996. L'île de Djerba s'est dotée de son propre agenda 21 en 2004 élaborée par l'A.S.S.D.J.E.

L'agenda 21 pour le développement durable de l'île de Djerba vise la préservation de l'écosystème insulaire de Djerba par la protection des zones côtières nord et nord-est durement éprouvées par la construction hôtelière. Il recommande le renforcement des mesures prises en faveur de la limitation des constructions à proximité immédiate de la côte.

Il préconise aussi le développement et la promotion d'un système touristique diversifié et respectueux de l'environnement (tourisme culturel et tourisme de santé) déconcentrant le tourisme des zones balnéaires en l'ouvrant sur l'intérieur de l'île.

- **Politique d'ajustement juridique et institutionnel et technique pour la prise en compte des risques climatiques dans la gestion intégrée du D.P.M :**

Préparé par l'A.P.AL avec le concours du P.N.U.D en août 2020, c'est une étude exhaustive qui a pour objectif de faire un diagnostic et analyse des dispositifs juridiques

et institutionnelles en matière de gestion du DPM et de l'élaboration d'une proposition de révision des textes légaux et réglementaires, y compris le cadre institutionnel, relatifs à la gestion du DPM en prenant en compte des risques liés au changement climatique sur le littoral.

Conformément aux termes de références, l'étude a émis des propositions de modification de textes de lois relatives au DPM sur la base des conclusions et du diagnostic qu'il a entamé. Parmi ses propositions est la création d'une planification nationale du littoral visant la mise en place d'une gestion intégrée et durable du littoral. Ce plan national de protection et d'aménagement du littoral serait décliné en plans locaux de gestion du littoral.

- **Plan régionale d'environnement et de développement durable du gouvernorat de Médenine:**

Ce plan régional qui a été élaboré en 2014 par le Ministre de l'Équipement de l'Aménagement du Territoire dresse un bilan scientifique de l'impact négatif du développement sur l'écosystème et les menaces sur pèsent sur le littoral telles que le recul du trait de côte sous l'effet de l'élévation du niveau de la mer et l'érosion due à l'intensification du tourisme balnéaire.

Les orientations stratégiques du plan en matière de tourisme visent à faire valoir les ressources touristiques de tout le gouvernorat et ce en vue de relancer et diversifier l'activité touristique dans la région. Pour ce faire, quatre orientations stratégiques sont retenues parmi lesquelles la recommandation de rendre Djerba une île touristique reliant ainsi le littoral avec l'intérieur du territoire insulaire.

- **Plan régional pour la promotion du tourisme culturel**

Réalisé par le ministère du tourisme en 2001, le plan de développement de tourisme en Tunisie à l'horizon 2016 préconise la valorisation des ressources touristiques culturelles, écologiques et sahariennes. Le plan considère que la gestion de l'environnement est un aspect important à prendre en compte afin de réaliser un développement touristique soutenable impliquant ainsi la protection des zones côtières, la conservation et la restauration des sites culturels et archéologiques, le développement de l'éco-tourisme et la protection des milieux naturels fragiles.

- **Etude d'impact sur l'environnement**

Il est évident que les installations touristiques qui ont un impact manifeste sur l'environnement sont obligatoirement soumises à une étude d'impact. Cette procédure est clairement introduite dans l'article 11 du code de l'urbanisme qui dispose que « Les projets d'aménagement, d'équipement et d'implantation d'ouvrages pouvant affecter l'environnement naturel par leur taille ou impacts, sont soumis à une étude préalable d'impact ». Cette technique préventive est définie par l'article premier du décret n°2005-1991 du 11 juillet 2005 comme étant « l'étude qui permet d'apprécier, d'évaluer et de mesurer les effets directs et indirects, à court, moyen et long terme de la réalisation de l'unité sur l'environnement pour avis avant l'obtention de toutes autorisations relatives à la réalisation de l'unité ». En effet, l'étude d'impact est une procédure administrative

qui tend à concilier entre deux impératifs parfois contradictoires celui de l'économie et de l'écologie. L'étude d'impact s'avère un instrument juridique très efficace pour prévenir les dangers qui sont de nature à perturber l'écosystème insulaire lorsqu'il sera strictement appliqué aux nouvelles installations projetées à l'île de Djerba.

▪ **Eco-labellisation en matière touristique**

Organisé par le Décret n°2007 -1355 du 4 juin 2007 portant création et fixant les conditions et modalités d'attribution de « l'écolabel tunisien », ce label particulier témoigne de la prise de conscience croissante de la dimension environnementale et de la durabilité économique dans l'éthique commerciale des entrepreneurs en matière de tourisme. Il s'agit d'une certification qui concerne les différents services d'hébergement touristique. En effet, il pose des critères visant à limiter les principales incidences sur l'environnement des trois phases du cycle de vie du service (achats, fourniture du service, déchets) afin de promouvoir un tourisme plus responsable. Ce label vise plus précisément à réduire la consommation d'énergie et l'eau, optimiser la gestion des déchets, favoriser l'utilisation de ressources renouvelables et de substances moins dangereuses pour l'environnement et promouvoir la communication et l'éducation en matière d'environnement. Les services d'hébergement touristique qui souhaitent l'obtenir peuvent en faire la demande auprès de L'Institut National de la Normalisation et de la Propriété Industrielle.

II.3.2. Mécanismes financiers

L'Etat prévoit des ressources financières destinées au développement économique de tourisme et l'amélioration l'environnement et de l'esthétique dans les zones touristiques:

▪ **Fonds de développement de la compétitivité dans le secteur du tourisme (FDCT)**

Crée par l'article 58 de la loi de finance de 1996 et financée par une taxe professionnelle sur les activités d'hébergement, de restauration et de transport touristique instituée par l'article 60 de la même loi, ce fond vise à Promouvoir la vente du produit touristique tunisien et accorde ainsi des aides financières aux promoteurs dans le domaine touristique. Depuis de 2005, le F.D.C.T a également pour fonction d'accorder des primes aux promoteurs touristiques, dans le cadre du « Programme de modernisation des unités hôtelières » au titre de l'étude de diagnostic et de l'investissement. A ce titre, il participe à la promotion les produits touristiques qui font l'association entre le développement économique, le progrès social et la protection de l'environnement.

▪ **Fonds de la protection et de l'esthétique de l'environnement (FPEE)**

Crée en vertu de l'article 52 et 53 de la loi n°2003-80 du 29 décembre 2003 portant loi de finances pour l'année 2004 et mis sous la tutelle du ministère chargé de

l'environnement, ce fond est chargé du financement des opérations relatives à l'entretien et à la protection de l'environnement et à l'esthétique des villes dont notamment les opérations relatives à la propreté d'une manière générale et les opérations relatives à la sensibilisation dans le domaine de l'environnement. Ce fond contribue également à la valorisation du paysage naturel insulaire et la propreté des zones touristiques littorales ce qui constitue un atout pour la promotion de l'écotourisme.

- **Fonds de protection des zones touristiques (FPZT)**

Instituée par les articles 38 à 40 de la loi de finance pour 1993 pour aider les communes financièrement à améliorer leurs prestations environnementales en vue de consolider leurs actions dans le domaine de la propreté et de l'assainissement. En réalité, le fonds est alimenté financièrement par les professionnels du secteur du tourisme à raison de 1 % de leur chiffre d'affaires et destiné à financer notamment les travaux d'aménagement urbain, les boisements et de protection de l'environnement.

Ces actions de nature environnementale menées par les trois communes de Djerba participent à la promotion de l'écotourisme dans les zones côtières insulaires à travers la promotion de la propreté du territoire littoral qui abrite la majorité de l'activité touristique.

III. Recommendations

III.1. Vers une gouvernance basée sur une gestion intégrée du littoral insulaire

La nature particulière de la zone côtière en tant que bande du territoire où se mêlent des considérations d'intérêt général diverses, entre d'une part la nécessité de la protection de son écosystème vulnérable et d'autre part l'aménagement des activités économiques, nécessite un système de gestion globale et multidisciplinaire. Ce système est dénommé communément de « Gestion Intégrée des Zones Côtières » qui trouve sa source juridique première dans le protocole relatif à la gestion intégrée des zones côtières de la méditerranée du 16 février 1976.

Selon l'article 5 du protocole, la Gestion Intégrée des Zones Côtières a pour but de faciliter, par une planification rationnelle des activités, le développement durable des zones côtières en garantissant la prise en compte de l'environnement et des paysages et en la conciliant avec le développement économique, social et culturel et d'assurer la cohérence entre les initiatives publiques et privées et entre toutes les décisions des autorités publiques, aux niveaux national, régional et local, qui affectent l'utilisation de la zone côtière.

L'efficacité d'une telle mode de gouvernance du littoral insulaire exige de confier à chacune des structures compétentes une attribution transversale pour parvenir à élaborer une approche intra-sectorielle cohérente. C'est ainsi, qu'aux institutions publics venaient s'adjoindre les parties prenantes du secteur privé, de la société civile et internationales.

La Gestion Intégrée de la Zone Côtière sera traduite et guidée par un programme d'aménagement côtier de l'île de Djerba. Ce programme est destiné à répondre de manière pragmatique à de multiples enjeux parmi lesquels la nécessité de d'intégration entre la bande littorale et l'intérieur de l'île entant que seule et unique entité territoriale et l'unification de la gouvernance territoriale par l'élaboration d'une corrélation synergique entre les différents plans d'aménagements sectoriels (Stratégie Nationale de Gestion Intégrée, 2019).

Le PAC de Djerba recommandé par l'APAL vise parmi ses objectifs la valorisation du patrimoine culturel et naturel et le développement des activités touristiques alternatives et durables afin de réduire la pression de l'activité économique excédant la capacité de charge territoriale et maintenir l'équilibre écologique de la zone côtière.

En outre, Le Plan Régional d'Environnement et du Développement Durable du Gouvernorat de Médenine recommande la création d'une structure mixte intercommunale chargé de la réflexion, du développement et de la gestion de l'activité touristique sur l'ensemble de l'île.

En effet, l'article 281 de la loi organique n° 2018-29 du 9 mai 2018, relative au code des collectivités locales, encourage le partenariat entre les communes visant à mettre en commun les ressources et les compétences surtout dans le domaine de l'aménagement

urbain et la protection de l'environnement littoral. Ainsi, cet article dispose que « deux ou plusieurs communes peuvent coopérer pour préparer ou réaliser des projets communs ou pour fournir des prestations d'intérêt commun par solidarité entre elles ou par souci d'économie du coût et d'efficacité ou encore pour réaliser des ouvrages techniques ».

III.2. Vers une politique de promotion de l'écotourisme dans le littoral insulaire

III.2.1. Aménagement urbain durable de la zone côtière

Le facteur anthropique qui perturbe le plus le paysage et l'écosystème fragile n'est que la littoralisation excessive de la zone côtière insulaire. Ceci est dû à une urbanisation intensifiée non harmonieuse de la zone touristique et indifférente à l'égard des préoccupations environnementales.

Le SDAZSD, en tant que document prospectif et cadre légal d'aménagement spatial cohérent, recommande de ne pas étendre géographiquement la limite de la zone touristique actuelle et de procéder à une mise à niveau globale de ladite zone.

Il considère que la réhabilitation et la rénovation de cette zone avec la prise en compte du facteur environnemental constitue une condition nécessaire pour promouvoir un tourisme de haute gamme (SDAZSD, 2021).

D'ailleurs, le Plan Régionale d'Environnement et du Développement Durable du Gouvernorat de Médenine recommande aussi la restructuration de l'ancienne zone touristique à travers la rénovation des unités hôtelières existantes, la création des services d'animations à l'extérieur des hôtels et la mise à niveau des infrastructures et l'aménagement paysager (PREDDGM, 2014).

Le SDAZSD, reconnaît à travers ses exposés de motifs que le tourisme écologique et culturel est en train de s'imposer comme un modèle dominant, il estime ainsi que la promotion de l'écotourisme sera parmi les objectifs directeurs du document pour diversifier l'offre touristique.

A ce titre et afin de promouvoir l'écotourisme comme un nouveau mode référentiel qui gouverne les projets touristiques futures, le SDAZSD préconise deux recommandations relatives à l'aménagement urbain touristique :

- L'aménagement de la nouvelle station touristique Lalla Hadhria en dehors de la zone proposée au classement en application de la convention Ramsar. Ce projet est conçu pour instaurer une nouvelle approche de l'aménagement touristique. Celui d'un aménagement qui se fonde dans le site et qui met en valeur les éléments de paysage naturel insulaire tout en donnant aux touristes l'occasion de s'immerger dans la vie quotidienne typiquement djerbienne.
- La révision du plan d'aménagement touristique de Sidi Jmour-Cheikh Yahia doit faire en sorte d'en réajuster la densité, modifier l'affectation et réduire la surface de manière à respecter le paysage et l'écosystème fragile de cette zone du littoral

insulaire. C'est ainsi que les unités d'hébergement conçues seraient celles qui s'intégreraient parfaitement à la nature, qui n'auraient qu'un faible taux de consommation d'énergie comme par exemple les écolodges et les cottages construits avec des matériaux locaux de construction.

Par ailleurs, les orientations stratégiques du Plan Régionale d'Environnement et du Développement Durable du Gouvernement de Médénine plaident pour d'élargissement de la zone touristique de Djerba à l'ensemble de l'île en assurant la complémentarité des activités touristique entre le littoral et l'intérieur en allégeant ainsi la pression urbaine sur un littoral déjà saturé.

D'autant plus que le modèle de l'unicité de la « destination produit balnéaire hôtelier » de Djerba doit être substitué par un nouveau model cohérent et durable étendu sur un territoire régional pluriel ou « territoire-destination » générant ainsi des offres touristiques divers et complémentaires.

Le plan d'action proposé vise à mettre en valeur l'ensemble du territoire touristique dans lequel le patrimoine aussi bien culturel que naturel et la durabilité seront « les moteurs du développement touristique et de l'attractivité du territoire » (PREDDGM, 2014).

III.2.2. Protection dynamique renforcée du D.P.M

L'APAL dresse un bilan sur l'état actuel du D.P.M qui débouche sur un constat alarmant : « plus de la moitié des plages sont en nette érosion ; cela sans parler déjà de celles disparues et de celles qui subissent une forte dérive littorale ». En conséquence, une partie des établissements touristiques seront certainement démolis ou englouties. Les cotes sableuses qui forment un paysage très attractif pour le tourisme balnéaire seront à la fois réduites et défigurées.

A cet effet, L'APAL recommande de procéder à un recul réglementaire en fonction des données morphologiques récentes et pratiquer un recul stratégique basé sur des simulations afin de tenir en compte la mobilité du trait de côte et ses évolutions futures.

L'APAL recommande aussi la révision de la délimitation de l'alignement du D.P.M situé dans les zones de la Façade Est, Nord Est, Guellala-Ajim, Ras Terbella... et l'inclusion d'une nouvelle zone dans le DPM telle que la zone de Sebkha Jilij.

Par ailleurs, le SDAZSD préconise un durcissement de la protection du D.P.M en tant que bien naturel public. C'est ainsi que le schéma ordonne aux structures concernées de n'accorder aucune nouvelle installation touristique sur cette zone, la démolition de tous les bâtis en infraction de la servitude de reculement et l'application stricte de la servitude de reculement de 100 mètres en vertu de l'article 25 du code de l'urbanisme.

L'objectif de cette recommandation est de protéger cette bande de littoral fragile de toute opération d'urbanisme surtout les installations touristiques.

Le projet d'ajustement juridique, institutionnel et technique pour la prise en compte des risques climatiques dans la gestion intégrée du DPM propose un amendement juridique visant à revoir les distances de retrait en tenant compte de l'élévation du niveau de la mer et la généralisation de la distance du retrait de 100m mètre. La dérogation à cette distance sera restrictive et soumise à une étude d'impact sur l'environnement.

Pour protéger le littoral contre tout détournement de son affectation initiale, le projet recommande de limiter le recours à la procédure de déclassement du D.P.M. En cas de déclassement, les structures publiques seront l'unique bénéficiaires après suite à un décret motivé (Ajustements juridiques, 2019).

III.2.3. Mise en valeur touristique des aires marines et côtières protégées

Les aires marines et côtières protégées constituent l'un des éléments importants du patrimoine naturel spécifique de l'île de Djerba, elles sont certes un milieu écologique fragile à préserver mais aussi un exemple assez représentatif de la diversité de l'écosystème de l'île à valeur scientifique, culturelle et économique.

La protection et la mise en valeur des aires marines et côtières assurent un double objectif :

- Eviter leur détérioration par une activité humaine et économique non rationnelle et inadaptée telles que le tourisme intensif et l'urbanisme.
- Créer un nouveau produit écotouristique par l'instauration des parcs et l'organisation des circuits de découverte naturelle tout en incluant la communauté locale au processus d'exploitation.

A cet effet, au lieu d'être une cause de détérioration, le tourisme devient alors par son caractère durable et responsable un facteur qui assure le développement économique et la pérennité du patrimoine naturel djerbien.

Pour ce faire, il est nécessaire de mettre en application la loi n°2009-49 du 21 juillet 2009 relative aux aires marines et côtières protégées qui a pour objectif, selon son article 8, de renforcer et de promouvoir la mise en valeur de la nature et de ses ressources conformément aux exigences du développement durable.

Il est urgent alors de soumettre les espaces côtiers de l'île de Djerba qui répondent aux éléments d'identification de l'article 2 de ladite loi à des plans de gestion appropriés selon la technique de zonage.

Ainsi, selon l'article 25 de la loi de 2009 les plans de gestion fixent les orientations de la protection et la valorisation et les mesures nécessaires pour la mise en œuvre de ces orientations. L'élaboration de ces plans est confiée à l'agence de protection et d'aménagement du littoral.

Faisant partie du domaine public de l'Etat, les aires protégées peuvent être gérées et valoriser économiquement par les investisseurs privés. En effet et pour assurer une exploitation efficace conformément aux normes de l'écotourisme, il est recommandé de confier l'exploitation à des entrepreneurs touristiques sous la forme juridique de concession ou d'occupation temporaire.

Dans le même ordre d'idée, le SDAZSD recommande l'application de la législation nationale pour assurer la protection des trois sites classés en vertu de la convention Ramsar et les érigés en parcs naturels afin de les intégrer dans les circuits touristiques des agences de voyage et d'intensifier les visites des touristes.

Certes, la création des aires marines protégées constitue un rempart contre la pollution produite par l'activité touristique. Néanmoins, cette procédure juridique ne pourrait couvrir qu'une partie infime de l'espace maritime insulaire.

Ainsi, la préservation du milieu marin nécessite le renforcement du contrôle administratif sur le respect des unités touristiques des normes environnementales par le mécanisme de l'étude d'impact et la mise en application du régime répressif.

En plus, l'encouragement des hôteliers à adhérer au système facultatif d'Eco-labellisation engendre une prise de conscience environnementale dans le processus d'exploitation des unités touristiques et assure entre autres l'optimisation de la gestion des déchets.

III.2.4. Mise en valeur touristique du patrimoine culturel immobilier

L'image promotionnelle officiellement véhiculée de l'île de Djerba devient, aujourd'hui, consommée jusqu'à l'usure au point qu'il sera difficile pour les touristes d'en déceler un atout distinctif par rapport aux autres destinations similaires.

Chargé d'une haute valeur symbolique et culturelle, le patrimoine culturel immobilier de Djerba est considéré comme une source précieuse de rayonnement touristique, de développement économique et de création d'emploi.

En effet, la protection et la valorisation du patrimoine immobilier doivent être considérées comme un choix stratégique du progrès touristique et social car il est un outil pour la diversification de l'offre de loisirs et d'attraction des flux touristiques supplémentaires avides de découverte culturelle.

Les mosquées vigiles et les forts situés au littoral insulaire doivent faire l'objet d'arrêtés de protection ou de classement, selon les cas, pris par le ministre chargé du patrimoine.

Ces arrêtés apportent une protection renforcée des biens culturels sus-indiqués tant qu'aucuns travaux de restauration, de modification et de d'adjonction ne peuvent être entrepris qu'après l'obtention d'une autorisation préalable du ministre chargé du patrimoine selon l'article 27 et suivant du code du patrimoine.

La création d'un circuit touristique spécifique reliant les monuments situés au littoral est recommandée pour valoriser ces biens et les mettre en valeur.

Le site archéologique de Meninx doit être créée et délimitée en fonction d'un arrêté pris conjointement par les ministres de la culture et de l'équipement. La création juridique du site engendre sa soumission à un plan réglementaire de protection et de mise en valeur.

Il est opportun d'ériger le site en parc récréatif témoignage des actions conjointes de l'homme et de la nature et reflétant ainsi un bien d'une valeur culturelle et patrimoniale inestimable, doté d'un paysage côtier particulier et attractif.

L'ONTT est tenu d'intensifier les actions de médiatisation et de promotion du patrimoine culturel immobilier sis au littoral insulaire donnant de Djerba une nouvelle image légitime mais encore méconnue de destination méditerranéenne riche en histoire et d'un très grand intérêt culturel.

Il est recommandé aussi d'encourager les entrepreneurs privés à investir dans la gestion et la fructification commerciale et touristique des biens culturels.

Le projet de la stratégie nationale de gestion intégrée des zones côtières en Tunisie recommande la coopération entre tous les Ministères et les institutions concernés par le patrimoine en adoptant l'approche GIZC capable de garantir la consultation, la coordination et les procédures de prise décisions conjointes.

Le projet propose de créer un conseil consultatif spécialisé dans les zones côtières aux niveaux national ou régional qui sera chargé de :

- « Elaborer un inventaire spécifique « littoral et Patrimoine bâti Historique et préhistorique ».
- Proposer une classification des sites nécessitant protection et préservation
- Définir et mettre en œuvre les modes de gestion en adéquation avec l'intérêt des sites et de proposer un programme de mise en valeur pouvant être réalisé par étape dans le cadre de mécénat ou d'initiatives de partenariat entre le public et le privé.
- Organiser les campagnes d'information et de promotion de ce patrimoine ».

IV. Conclusions

En raison de sa richesse écologique, de sa qualité de patrimoine naturel commun et de son extrême fragilité, le littoral insulaire est considéré comme un territoire difficile à gérer. Cette difficulté est plus problématique encore lorsqu'un tel espace rare et vulnérable fait l'objet d'une activité touristique non maîtrisée et peu respectueuse de l'environnement.

Le secteur touristique demeure l'activité économique dominante de l'île de Djerba. Mais, le modèle de tourisme balnéaire qui a fait sa gloire s'essouffle et atteint aujourd'hui un seuil critique parce que ce modèle de développement s'était fait objectivement au détriment des considérations environnementales. En effet, le tourisme traditionnel a bouleversé profondément l'équilibre naturel de l'espace insulaire. L'occupation urbaine excessive du front de la mer a contribué à l'altération de la grande beauté du paysage insulaire côtier de Djerba et à la perturbation son écosystème littoral fragile.

Il est évident qu'un territoire littoral insulaire défiguré conduit inévitablement à l'appauvrissement de l'activité touristique qui perd alors une grande part de son attractivité et de son fort potentiel commercial. Il est urgent alors, d'appliquer strictement les instruments du droit de l'environnement en soumettant tout nouveau projet touristique à la procédure de l'étude d'impact sur l'environnement et en encourageant le recours permanent à la certification environnementale telle que les écolabels.

Il est institutionnellement opportun de mettre en œuvre également le processus de la Gestion Intégrée de la Zone Côtière de l'île pour amener les entrepreneurs privés à adhérer à l'idée de la mise en valeur touristique de milieu naturel et du patrimoine culturel immobilier.

Il est évident que les instruments juridiques efficaces sont toujours l'aboutissement d'un effort concerté visant à maintenir un consensus entre les parties prenantes.

L'adoption d'une politique alternative fondée sur l'écotourisme s'avèrera certainement un choix stratégique judicieux parce que la valorisation du patrimoine culturel et naturel insulaire jusqu'ici, peu mise en pratique est en mesure de promouvoir une meilleure image du tourisme que l'île peut offrir et d'être l'opportunité pertinente et fiable d'un nouvel essor économique pour Djerba.

PARTNERS



Institut National Des Sciences
Et Technologies De La Mer



ASSOCIATES PARTNERS



CPMR
CRPM



References

APAL, 2019. Ajustements juridique, institutionnels et techniques pour la prise en compte des risques climatiques dans la gestion intégrée du DPM, avril.

APAL, 2019. Elaboration de la Stratégie Nationale de Gestion Intégrée des Zones Côtières, Rapport Diagnostique participatif, septembre.

Ben Jaafar M., 2011/2012. Gestion des zones côtières en Tunisie à l'épreuve des changements climatiques, master en droit de l'environnement et de l'aménagement des espaces, FSJPST.

Ben JebaraBoussaada S., 2015. Urbanisation, Société et Territoire à Midoun (Djerba) Thèse en vue de l'obtention du doctorat en Urbanisme et aménagement, Ecole Nationale d'Architecture et d'Urbanisme de Tunisie.

Ben Souayah I., 2001/2002. « L'écotourisme », mémoire DEA en droit de l'environnement, FSJPST.

Bernard E., 2001. Djerba, une ile transformée, mémoire de maitrise de géographie, Université de Poitiers, septembre.

Dribek A., 2015. Vers un tourisme durable en Tunisie : le cas de l'île de Djerba, Thèse de doctorat, Université de Bretagne Occidentale.

Plan Régional d'Environnement et de Développement Durable du Gouvernorat de Médenine, PREDDGM, 2014. Version provisoire Juin, 143.

Rihane M., 2002. Les servitudes d'urbanisme, Mémoire de DEA en droit de l'environnement et de l'aménagement des espaces, Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales de Tunis, 66.

Schéma Directeur d'Aménagement de la Zone Sensible de l'île de Djerba, SDAZSD, 2021. Rapport définitif de phase 3, Ministère de l'Equipement, de l'Habitat et de l'Infrastructure.

DISCLAIMER

The present document has been produced with the European Union financial assistance under the ENI CBC Med Program. The contents of this document are the sole responsibility of *National Institute of Marine Sciences and Technologies* and can under no circumstances be regarded as reflecting the position of the European Union or the program management structures.